

Allemagne Le séisme politique de l'extrême droite

En cinq ans d'existence, le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD) a réussi une percée fulgurante. Née du combat contre l'euro, la formation mobilise désormais sur le racisme et la crise des migrants. Elle est entrée au Bundestag en septembre 2017 et menace la majorité absolue de la CSU lors des élections du 14 octobre en Bavière

THOMAS WIEDER
BERLIN - correspondant

Un soir de septembre en Bavière, à Moosburg-sur-l'Isar, coquette cité de 18 000 habitants à une cinquantaine de kilomètres de Munich. Corsetée dans un *Dirndl*, la robe traditionnelle bavaroise, Melanie Hilz est un peu seule sous son parasol aux couleurs du parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD, Alternative pour l'Allemagne). Peu de passants viennent lui parler. Beaucoup l'évitent, détournent le regard ou changent de trottoir. Certains sont agressifs. Comme cet automobiliste qui s'arrête devant elle pour lui lancer : « *Espèce de sale nazie !* »

Melanie Hilz ne se laisse pas démonter. Rien ne semble pouvoir altérer le sourire conquérant de cette femme de 32 ans, « *mariée, mère de trois enfants et grossiste à temps partiel* », comme le précise le tract qui promeut sa candidature aux élections régionales bavaroises du 14 octobre. A ses côtés, un de ses soutiens répond du tac au tac : « *Nous sommes habitués à être traités comme des pestiférés. Comment voulez-vous qu'il en soit autre-*

ment, quand la presse et les partis du système nous insultent du matin au soir ? Mais cela n'a pas d'importance. Ce qui compte, c'est la façon dont les gens votent. Or, sur ce point, ce qui s'est passé depuis la création de l'AfD, en 2013, est extraordinaire ! Qui aurait imaginé, à l'époque, que nous serions aujourd'hui le premier parti d'opposition de ce pays ? Voilà pourquoi ceux qui nous méprisent ou nous haïssent ne nous font ni chaud ni froid. Ils verront, encore une fois, le 14 octobre... »

Le 14 octobre est la date des élections bavaroises. Il y a longtemps qu'un scrutin régional n'avait suscité tant de fébrilité en Allemagne. Semaine après semaine, la très conservatrice Union chrétienne-sociale (CSU) s'enfonce un peu plus dans les sondages. Avant l'été, elle était encore créditée d'un peu plus de 40 % des voix. Depuis, elle plafonne à 35%-36 %. Loin, très loin des 47,7 % qu'elle avait obtenus en 2013. Pour la deuxième fois seulement depuis 1962, les conservateurs s'apprentent à perdre leur majorité absolue en sièges au Maximilianeum, cet imposant palais dont le roi Maximilien II de Bavière entreprit la construction au cœur de Munich en 1857, et qui abrite, depuis 1949, le Parlement régional.

Pour la première fois, surtout, l'extrême droite est assurée d'y faire son entrée. A une semaine du scrutin : l'AfD oscille entre 12 % et 14 % des voix. Aux régionales de 2013, le parti, qui n'avait que quelques mois d'existence, n'avait même pas présenté de candidat...

UN LOURD SYMBOLE

L'extrême droite au Parlement régional : en Bavière, plus qu'ailleurs, le symbole est lourd. Ici, tout le monde garde en mémoire la fameuse phrase de Franz-Josef Strauss (1915-1988), alors ministre-président de Bavière, qui, au milieu des années 1980, avait affirmé : « *Il n'y a pas de place pour un parti démocratique à la droite de la CSU.* » La phrase était alors dirigée contre les *Republikaner*, une petite formation qui tentait de tailler des croupières à la CSU sur sa droite et à qui il ne manquait que 0,1 point, en 1986, pour franchir le seuil des 5 % nécessaires à l'entrée du Parlement régional. Depuis, l'extrême droite n'y a jamais compté le moindre élu. Avec l'entrée prochaine de l'AfD au Maximilianeum, toute cette stratégie d'endiguement définie par Franz-Josef Strauss s'apprête à voler en éclats. De ce point de vue, l'émergence de l'AfD est d'abord la conséquence de l'échec des conser-

« JUSQU'À CE JOUR,
NOTRE ÉTAT
D'ESPRIT EST CELUI
D'UN PEUPLE
VAINCU. IL NE NOUS
FAUT RIEN DE MOINS

QU'UN VIRAGE
À 180 DEGRÉS
DE NOTRE POLITIQUE
DE MÉMOIRE »

BJÖRN HÖCKE
chef de la fédération AfD
de Thuringe

vateurs qui ont laissé à leur droite un espace politique vacant, que ce jeune parti est parvenu à combler avec des scores qu'aucune formation comparable n'avait réussi à recueillir en Allemagne, depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Cette percée est surtout un véritable séisme, tant l'AFD est parvenu – et c'est sans doute sa principale réussite, au-delà de ses scores électoraux – à polariser le débat politique national, comme l'avait d'ailleurs prophétisé Bernd Baumann, premier député du parti d'extrême droite à monter à la tribune, le 24 octobre 2017, jour de la séance inaugurale du nouveau Bundestag, élu un mois plus tôt : « *Le peuple a décidé, et une nouvelle ère commence. À partir de maintenant, on va parler ici différemment de certains thèmes, comme le euro, l'immigration galopante, l'ouverture des frontières et la criminalité de plus en plus violente dans nos rues.* »

L'histoire de l'AFD n'est pas seulement celle d'une fulgurante ascension. C'est aussi celle d'une profonde mutation. Fondé le 6 février 2013 par une vingtaine d'économistes et d'essayistes, passés pour beaucoup par l'Union chrétienne-démocrate (CDU) ou le Parti libéral-démocrate (FDP), le parti a, au départ, un objectif unique : la sortie de l'Allemagne de la zone euro et le retour au deutchemark à l'horizon 2020. Son nom se veut d'ailleurs une réponse directe à Angela Merkel qui, le 5 mai 2010, avait déclaré au Bundestag qu'il n'y avait « *pas d'alternative au plan d'aide à la Grèce pour préserver la stabilité de la zone euro* ». L'homme fort de l'AFD s'appelle alors Bernd Lucke, professeur de macroéconomie à l'université de Hambourg, ancien de la CDU. En septembre 2013, c'est lui qui conduit la première campagne du nouveau parti aux élections législatives. Avec 4,7 % des voix, il rate de peu son entrée au Bundestag.

De ce « parti des professeurs », comme la presse l'a surnommé à l'époque, il ne reste plus grand-chose aujourd'hui. La première rupture a lieu en juillet 2015, au congrès d'Essen (Rhénanie-du-Nord-Westphalie), avec la mise en minorité de Bernd Lucke – il quittera le parti quelques semaines plus tard – et la prise de pouvoir de Frauke Petry. Avec cette chimiste née en Saxe en 1975, quand cette région se trouvait encore en République démocratique allemande (RDA), l'AFD change de centre de gravité idéologique.

Femme de pasteur et mère de trois enfants, Frauke Petry ne place plus la sortie de l'euro au premier plan de ses revendications. Désormais, l'accent porte sur la dénonciation du « *folklore de l'intégration* » et sur le combat contre l'islam, « *une religion qui nous est étrangère et qui est contraire à notre Loi fondamentale* », selon l'expression de Frauke Petry, qui place au cœur de son programme l'organisation de « *référendums sur la construction de mosquées* ». En cette année 2015, marquée par l'entrée d'un million de demandeurs d'asile en Allemagne, la priorité du parti devient la lutte contre « *l'immigration de masse* », le « *chaos de l'asile* »... La violence des attaques contre la politique d'accueil de la chancelière, symbolisée par la formule « *Wir schaffen das* » (« *Nous y arriverons* ») prononcée la première fois le 31 août 2015, bouscule un premier tabou dans une culture politique du compromis permanent.

Une deuxième rupture se produit en avril 2017, lors d'un nouveau congrès organisé à Cologne (Rhénanie-du-Nord - Westphalie). Cette fois, c'est Frauke Petry qui va être mise sur la touche. A cinq mois des élec-

tions législatives, la présidente de l'AFD s'inquiète de l'image de son parti, qui accuse un trou d'air dans les sondages, tandis que des responsables aux opinions très radicales y prennent une place grandissante. C'est le cas de Björn Höcke, le patron de la fédération AFD de Thuringe, l'un des Länder de l'ex-RDA où le parti est le mieux implanté. Deux ans plus tôt, cet ancien professeur d'histoire et d'éducation physique passé par l'organisation de jeunesse de la CDU, la Junge Union, était l'un de ses principaux alliés pour renverser Bernd Lucke et lui permettre de s'imposer à la tête du parti.

LE TABOU DE L'APRÈS-GUERRE

Le personnage, lié au Mouvement identitaire autrichien et à l'éditeur d'extrême droite Götz Kubitschek, est devenu encombrant. En janvier 2017, à Dresde (Saxe), il a prononcé un discours retentissant. « *Jusqu'à ce jour, notre état d'esprit est celui d'un peuple vaincu, a-t-il déclaré. Nous, Allemands, sommes le seul peuple au monde à avoir planté au cœur de sa capitale un monument de la honte* » – référence au Mémorial aux victimes de la Shoah, inauguré en 2005 à Berlin. « *Il ne nous faut rien de moins qu'un virage à 180 degrés de notre politique de mémoire* », ajoute Björn Höcke, avant de réclamer « *une vision positive de notre histoire* », afin que le peuple allemand échappe à l'« *autodissolution* » et puisse pleurer « *ses victimes* » de la seconde guerre mondiale.

Le tabou majeur de l'après-guerre vient de tomber. Ce discours provoque une réelle indignation. « *L'AFD montre avec ces mots des plus antisémites et inhumains son vrai visage* (...) ».

Je n'aurais jamais cru possibles de telles déclarations de la part d'un politique allemand, soixante-dix ans après l'Holocauste », dénonce ainsi le président du Conseil central des juifs d'Allemagne, Josef Schuster. Le SPD évoque un « *langage digne du NSDAP* », le Parti national-socialiste des travailleurs allemands d'Adolphe Hitler.

Pour la présidente de l'AFD Frauke Petry, c'en est trop. Convaincue que la baisse enregistrée par son parti est la conséquence de ces déclarations provocatrices, elle lance une procédure d'exclusion contre son ancien allié et propose de réfléchir à une « *option réaliste* » pour accéder au pouvoir en 2021. Elle échoue sur les deux tableaux. Humiliée, la présidente de l'AFD quitte le congrès de Cologne avant la fin. Absente pendant quasiment toute la campagne – durant laquelle elle donne naissance à son quatrième enfant –, elle claquera la porte du parti au lendemain de son élection au Bundestag.

Avec la fin de l'ère Petry, l'AFD entre dans une troisième phase de sa jeune histoire. Fort de ses 92 députés au Bundestag, le parti est devenu la première force d'opposition du pays, puisque les deux premiers partis (CDU et SPD) se sont résignés à former une grande coalition. Avant le scrutin, certains observateurs avaient imaginé que l'AFD, en faisant son entrée dans l'arène parlementaire, se normaliserait, voire s'assagirait. Dès le soir des élections, ils comprennent qu'il n'en sera rien. En ce dimanche 24 septembre 2017, dans une boîte de nuit d'Alexanderplatz, dans l'ex-Berlin-Est, l'AFD fête sa victoire : 12,6 % des voix, plus que ne l'avaient prédit les sondages. « *Nous allons changer ce pays, faire la chasse à Mme Merkel, et récupérer notre pays* », promet ce soir-là Alexander Gauland, l'une des deux têtes de liste de l'AFD, aux côtés de l'état-major du parti et face à quelques dizaines de militants venus célébrer l'événement. Né en 1941 à Chemnitz (Saxe), Alexander

Gauland est un avocat à la retraite. Visage imperturbable et éternel veste en tweed vert sombre, il est le seul des dirigeants fondateurs de 2013 à être encore présent. Allié de Frauke Petry au moment de pousser Bernd Lucke vers la sortie en 2015, il fut le principal artisan de la chute de celle-ci deux ans plus tard, n'hésitant pas à sceller un pacte avec les amis de Björn Höcke et les fédérations de l'ex-RDA aux positions plus radicales que celles de l'Ouest, pour s'emparer du pouvoir. Depuis, cet ancien militant de la CDU, dont il fut membre pendant près de trente ans, est devenu l'homme fort d'Alternative pour l'Allemagne, cumulant les fonctions stratégiques de coprésident du groupe parlementaire et de coprésident du parti.

PROVOCATION PERMANENTE

Des 92 députés de l'AFD, Alexander Gauland est incontestablement le plus capé. Ancien chef de cabinet à la mairie de Francfort dans les années 1970, secrétaire d'Etat dans le gouvernement régional de la Hesse au milieu des années 1980, cet homme cultivé, auteur de plusieurs essais sur la pensée conservatrice, passionné par l'Allemagne impériale du XIX^e siècle, s'est rendu incontournable. Il donne un nombre incalculable d'interviews dans les journaux et à la télévision au point de s'imposer, à partir de 2017, comme la voix principale de l'AFD.

Dans ce rôle, Alexander Gauland a choisi son registre, celui de la provocation permanente. Un mois avant les élections de 2017, il s'en prend à Aydan Özoguz, la secrétaire d'Etat (SPD) à l'intégration, estimant qu'il faut la « *jeter* » en Anatolie, utilisant le verbe *entsorgen*, d'habitude employé pour parler des ordures... Huit jours avant le scrutin, invité par la fédération de Thuringe, il récited, expliquant que, « *si les Français ont le droit d'être fiers de Napoléon et les Anglais de Churchill, il n'y a pas de raison que nous ne puissions pas être fiers des performances des soldats allemands durant la seconde guerre mondiale* ».

Depuis son élection à la coprésidence de l'AFD en décembre 2017, au congrès de Hanovre (Basse-Saxe), Alexander Gauland n'a pas tempéré son discours. En juin, encore en Thuringe, mais cette fois devant la Junge Alternative, l'organisation de jeunesse de l'AFD, il précise sa vision de l'histoire, affirmant que « *Hitler et les nazis ne sont qu'une fiente d'oiseau à l'échelle de plus de mille ans d'histoire glorieuse* ». Plus encore que ses précédentes déclarations, celle-ci suscite un émoi considérable. Plusieurs associations portent plainte contre lui pour « *appel à la haine* ».

Au sein même de l'AFD, certains – en particulier des élus des Länder de l'Ouest – se montrent agacés, redoutant que les propos de leur président nuisent à l'image du parti. Quelques jours plus tard, dans un meeting organisé à Nuremberg par la fédération AFD de Bavière, un Land où le parti mise sur une

rhétorique plus lisse dans l'espoir de séduire les électeurs conservateurs déçus par la CSU, Alexander Gauland « *regrette* » mollement ses propos, sans les remettre en question sur le fond, concédant qu'ils n'étaient « *politiquement pas très malins* »...

En cinq ans, la mue de l'AFD a été spectaculaire. « *Aujourd'hui, l'AFD n'est plus le parti libéral qu'il était au moment de sa fondation en 2013, ni même un parti conservateur. C'est un parti réactionnaire, dont une part non négligeable des membres est farouchement nationaliste. C'est le parti de la xénophobie assumée, rejetant le "système". Ses principaux diri-*

geants encouragent la subversion», résume Franziska Schreiber, ancienne responsable de la Junge Alternative et auteure d'un récent témoignage (*Inside AfD*, Europa Verlag, 2018, non traduit) sur ses années de militantisme à l'AFD, qu'elle a quitté avant les élections législatives de 2017, en désaccord avec la ligne de plus en plus extrême de sa direction.

Comparé aux autres formations politiques allemandes, l'AFD demeure un parti de taille modeste, aux effectifs limités: à peine 30 000 adhérents revendiqués, quand la CDU ou le SPD en affichent respectivement 425 000 et 450 000; 157 députés régionaux sur 1 821; 92 députés au Bundestag sur un total de 730. Son influence, toutefois, s'étend bien au-delà de ses maigres cohortes. A Degendorf, par exemple, petite ville des bords du Danube, dans l'est de la Bavière, le parti a fait l'un de ses meilleurs scores de toute l'ex-Allemagne de l'Ouest aux législatives de 2017 (19,2 %), alors qu'il n'y comptait qu'une petite cinquantaine d'adhérents, soit onze fois moins que la CSU, qui a recueilli, elle, 40,6 % des voix.

«*Notre capacité de mobilisation est considérable si on la rapporte à la réalité de nos forces militantes*», explique Katrin Ebner-Steiner, candidate locale et figure montante de l'AFD dans la région. *Cela est notamment dû à notre très forte présence sur les réseaux sociaux. Notre impact en est surmultiplié*», explique cette experte-comptable de 40 ans qui, comme la plupart des responsables du parti, veille scrupuleusement à alimenter sa page Facebook.

Le contraste avec les autres partis allemands est, de ce point de vue, saisissant. Cette stratégie de communication s'apparente à celle de l'«alt-right» américaine et aux méthodes de l'ancien conseiller de Donald Trump, Steve Bannon, que des dirigeants de l'AFD ont d'ailleurs consulté au printemps. Au Bundestag, une équipe d'une quinzaine de collaborateurs est chargée d'alimenter en permanence les réseaux sociaux en vidéos montrant des extraits d'interventions de députés du parti dans l'hémicycle, mais aussi de repérer les faits divers susceptibles de conforter le discours de l'AFD. Dernier exemple en date: un clip d'une quarantaine de secondes, montrant trois hommes en sang sur un trottoir de Ravensburg (Bade-

Wurtemberg), entourés de passants apeurés, avec ce commentaire: «*A Ravensburg, un prétendu réfugié a blessé avec un couteau trois personnes, dont l'une grièvement. L'homme a pu être interpellé. L'insécurité en Allemagne est de plus en plus inquiétante*». Trois jours après avoir été postée sur la page Facebook d'Alice Weidel, la coprésidente du groupe AfD du Bundestag, la vidéo avait déjà été visionnée plus de 230 000 fois...

«MERKEL DOIT DÉGAGER»

Les exemples de ce type sont légion, presque quotidiens. C'est là, sans doute, l'une des réussites les plus notables de l'AFD en ces douze derniers mois: avoir perfectionné son efficacité en tant que «mouvement» établi au cœur des institutions, tout en réussissant à mobiliser des centaines, voire des milliers de partisans, avec les mêmes slogans, de «*Wir sind das Volk*» («*Nous sommes le peuple*») à «*Merkel muss weg*» («*Merkel doit dégager*»), le plus souvent scandés dans la rue. L'AFD est un parti à deux visages. Présent au Bundestag et dans quatorze des seize parlements régionaux, le parti s'est institutionnalisé. Il a hérité de trois présidences de commissions parlementaires, dont deux stratégiques (celles des lois et du budget), mais aussi de sièges dans plusieurs conseils d'administration, du Mémorial de la Shoah à Berlin aux Archives de la Stasi, l'ancienne police politique de RDA, en passant par plusieurs chaînes de radio et de télévision régionales. Des postes où les représentants du parti ont jusque-là pris soin d'éviter de créer la polémique, conscients d'être surveillés de près.

Ce souci de «*respectabilité*» et de «*professionnalisme*» n'est cependant qu'une des deux faces de la nouvelle stratégie poursuivie par l'AFD. Selon un document interne de sa direction, daté de 2017 et récemment publié par le *Spiegel*, l'autre objectif est bien de «*planifier minutieusement des provocations*», étant entendu que, «*plus les vieux partis réagissent injustement et nerveusement, mieux c'est* [pour l'AFD]». De ce point de vue, les récents événements de Chemnitz ont été l'occasion d'illustrer l'efficacité de cette stratégie.

DÉFILÉ AVEC LES ISLAMOPHOBES DE PEGIDA

Le 1^{er} septembre, une semaine après la mort

de Daniel Hillig, un Allemand de 35 ans poignardé lors d'une altercation avec des demandeurs d'asile, l'AFD organisait ainsi une manifestation conjointe avec le mouvement islamophobe Pegida, fondé dans la ville voisine de Dresde, fin 2014, outrepassant une autre ligne rouge. La direction de l'AFD avait en effet interdit à ses membres de participer à des actions communes avec Pegida en 2016. Sous la pression des fédérations d'ex-RDA, Alexander Gauland a indiqué, au début de 2018, être favorable à une remise en cause de cette interdiction, estimant qu'un «*rapprochement était désormais possible*». Six mois plus tard, à Chemnitz, Björn Höcke et Lutz Bachmann, le fondateur de Pegida, défilent côte à côte, entourés de quelques élus et représentants locaux de l'AFD, en tête d'un cortège auxquels se sont mêlés des néonazis et des hooligans.

Depuis ces événements, Alexander Gauland continue de présenter ce même double visage. Le 4 septembre, il appelle à une «*révolution pacifique*» contre le «*système politique*». Le 1^{er} octobre, il présente son parti comme assez mûr pour gouverner, affirmant envisager la possibilité d'une «*coalition avec une CDU revenue à la raison*». Ce double discours, destiné aux différents électors de l'AFD, des plus conservateurs aux plus radicaux, témoigne surtout d'un objectif qui, s'il ne paraît pas réalisable à court terme en Bavière, où la CSU a exclu toute idée de coalition avec l'AFD, pourrait provoquer de vifs débats dans les mois prochains au sein de la droite conservatrice des anciens Länder de l'Est, notamment en Saxe, dans le Brandebourg et en Thuringe, où des élections régionales sont prévues en septembre et octobre 2019, et où l'AFD est déjà crédité de plus de 20 % des voix.

Ces intentions de vote semblent faire réfléchir des responsables conservateurs locaux sur leurs stratégies d'alliance. Christian Hartmann, à peine élu président du groupe CDU au Parlement régional de Saxe, le 25 septembre, a ainsi fait savoir qu'il n'excluait pas une coalition avec l'AFD. L'hypothèse a certes aussitôt été condamnée au plus haut niveau par Angela Merkel, mais aucun responsable de la CDU n'avait osé la formuler jusque-là. Un signe, parmi d'autres, de l'affaiblissement politique d'une chancelière qui, après treize ans au pouvoir, semble assister, impuissante, à l'enracinement d'une extrême droite conquérante. ■

LA COMMUNICATION
DE L'AFD
S'APPARENTE
À CELLE DE L'ALT-
RIGHT AMERICAINE

ET AUX METHODES
DE STEVE BANNON,
QUE DES DIRIGEANTS
DU PARTI ONT
CONSULTÉ
AU PRINTEMPS

LES DATES

2013

6 février Fondation du parti Alternative pour l'Allemagne (AfD) à Oberursel, près de Francfort (Hesse).

22 septembre Aux élections législatives, l'AfD recueille 4,7 % des voix, moins que les 5 % nécessaires pour être représenté au Bundestag.

2014

31 août En Saxe, l'AfD entre pour la première fois dans un Parlement régional, obtenant 9,7 % des voix. Dans ce Land de l'ex-Allemagne de l'Est, où les prochaines élections régionales auront lieu le 1^{er} décembre 2019, il est aujourd'hui crédité de 24 %-25 % des voix.

2017

24 septembre Avec 12,6 % des voix aux élections législatives, l'AfD est désormais la troisième force politique du Bundestag, derrière la CDU-CSU et le SPD. Son groupe compte 92 députés (sur 730).

En Allemagne, le populisme de droite prospère à l'Est

Dans cette région marquée par un travail inachevé sur la mémoire et les difficultés économiques, l'AfD a trouvé un terrain fertile pour ses idées xénophobes

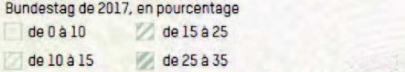
L'ancienne frontière : une fracture historique

La réunification des deux Allemagnes le 3 octobre 1990 a entraîné une perte de repères importante à l'Est liée à l'effondrement du régime communiste. Peu de réflexions sur la période nazie y ont été menées. La société d'Allemagne de l'Est, plus fermée qu'à l'Ouest, a accueilli un faible nombre de migrants.

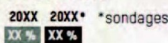
1 LA PRÉSENCE D'UNE EXTRÊME DROITE QUI JOUE SUR LES CRAINTES DE L'IMMIGRATION...

Une montée dans les urnes

Résultats de l'AfD aux élections du Bundestag de 2017, en pourcentage



Voix de l'AfD aux élections législatives régionales pour les Länder votant en 2018 et 2019



Une pression dans la rue

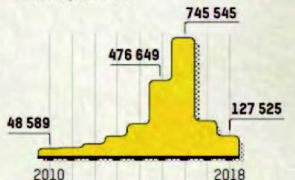
xxx Dresde : ville de naissance du mouvement anti-islam Pediga

xxx Chemnitz : violentes manifestations de l'extrême droite en août 2018

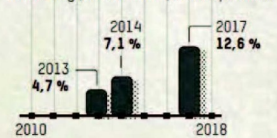
- Incendie criminel déclaré dans des logements de réfugiés en 2017 et 2018 (six premiers mois)
- Agressions physiques à l'encontre des réfugiés en 2017 et 2018

La crise des migrants : une aubaine pour l'AfD

Evolution du nombre de demandeurs d'asile par année



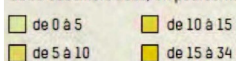
Score national de l'AfD aux élections du Bundestag (2013 et 2017) et européennes



2 ... ANCRÉE À L'EST MALGRÉ UNE FAIBLE PRÉSENCE D'ÉTRANGERS

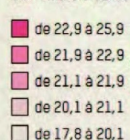
A l'Est, une société plus homogène...

Part d'étrangers dans la population totale au 31 décembre 2016, en pourcentage

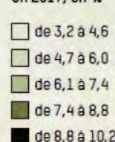


... mais plus fragile économiquement...

Revenus par habitant en 2015, en milliers d'euros



Taux de chômage en 2017, en %



... où l'extrême droite est implantée dès la réunification

SAXE Länder où l'extrême droite était déjà présente au Parlement, dans les années 2000, avant la création de l'AfD (voir sur la grande carte)

- Personne tuée par l'extrême droite entre 1990 et 2000



Cartographie : Mathilde Costil, Sylvie Gittus-Pourrias et Xemartin Laborde

Sources : Amadeu Antonio Stiftung et PRO-ASYL ; Bundesagentur für Arbeit, Statistik nach Regionen ; Statistisches Bundesamt ; wahlratlas.net 2017 ; Landtagswahlumfragen, wahlrecht.de ; Der Tagesspiegel ; L'Autre Allemagne, Patrick Moreau, 2017 ; « La nouvelle extrême droite allemande », Elisa Goudin, 2017 ; Le Monde

Heinrich August Winkler « L'entrée de l'AfD au Bundestag est un tournant dans l'histoire »

ENTRETIEN
BERLIN - correspondant

Professeur émérite de l'université Humboldt, à Berlin, Heinrich August Winkler, 79 ans, est spécialiste de l'histoire moderne et contemporaine de l'Allemagne. Après avoir consacré plusieurs travaux de référence à la République de Weimar (1918-1933), il s'est intéressé à la *Sonderweg*, cette « voie particulière » empruntée par l'Allemagne avant d'accéder à la démocratie dite « occidentale », une question très débattue dans l'historiographie contemporaine. Cette réflexion est au cœur de son ouvrage le plus célèbre, traduit en français sous le titre *Histoire de l'Allemagne (XIX^e-XX^e siècle). Le long chemin vers l'Occident* (Fayard, 2005).

La crise politique que l'Allemagne traverse aujourd'hui a-t-elle connu un précédent dans l'histoire de la République fédérale ?

L'Allemagne a connu des crises gouvernementales très importantes dans les années 1960, 1970 et 1980. Je pense par exemple à la chute du gouvernement de Ludwig Erhard en 1966, quand le Parti libéral-démocrate (FDP) a quitté la coalition qu'il formait avec les conservateurs (CDU-CSU, Union chrétienne-démocrate d'Allemagne - Union chrétienne-sociale en Bavière), ou encore à la perte de la majorité constituée par le Parti social-démocrate (SPD) et le FDP sous Willy Brandt, en 1972, qui avait provoqué des élections législatives anticipées.

Ce qui est nouveau, c'est que la rébellion vient du camp même de la chancelière, la CDU-CSU, et non de son partenaire de coalition, le SPD. Cette rébellion de l'intérieur a été symbolisée, le 25 septembre, par la défaite de Volker Kauder, qui briguaient un nouveau mandat à la tête du groupe CDU-CSU du Bundestag. Le fait que ce proche d'Angela Merkel, qui occupait ce poste depuis treize ans, ait ainsi été battu, donne la mesure du mécontentement que doit affronter la chancelière au sein de sa propre majorité.

Cela crée une situation politique particulière. La chancelière est très affaiblie, et les deux grands partis autour desquels s'est structurée la vie politique depuis la fin de la guerre sont très fragilisés. S'y ajoute un

problème intrinsèque à la « grande coalition » : à savoir que, quand les deux principaux partis gouvernement ensemble, la déception qu'ils génèrent profite nécessairement aux extrêmes. D'où le sentiment actuel d'être dans une sorte d'impasse, l'alternative étant de continuer avec cette « grande coalition » qui tient cahin-caha. Ou de provoquer des élections anticipées, avec le risque d'une nouvelle poussée de l'extrême droite populiste, ce qui rendrait plus difficile encore qu'il y a un an la constitution d'un gouvernement.

Au soir des législatives du 24 septembre 2017 et de l'entrée d'Alternative pour l'Allemagne (AfD) au Bundestag, on a entendu ce commentaire : « C'est la fin de la vieille République fédérale... » Ces élections marquent-elles une rupture dans l'histoire politique allemande ?

Si l'on excepte la toute première législature qui a suivi la fondation de la RFA entre 1949 et 1953, jamais l'extrême droite n'était entrée au Bundestag. Un parti comme le NPD (Parti national-démocrate), par exemple, a pu siéger dans quelques parlements régionaux, mais n'a jamais été représenté au niveau fédéral : une fois, en 1969, il a failli atteindre la barre des 5 % nécessaires pour avoir des élus.

En cela, l'entrée de près d'une centaine de députés de l'AfD au Bundestag, en 2017, est un tournant majeur dans l'histoire de la République fédérale. A l'échelle de l'Europe, en revanche, cela tend à rapprocher l'Allemagne de ses voisins, confrontés à la montée du populisme de droite depuis plus longtemps qu'elle.

A quelle culture politique l'AfD se rattache-t-il ?

C'est une erreur de qualifier ce parti de fasciste ou de nazi. L'AfD est l'héritier de la vieille droite réactionnaire allemande. Il est plus proche du Parti populaire national allemand (DNVP), le grand parti nationaliste de la République de Weimar, que du Parti national-socialiste (NSDAP) d'Hitler. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de gens, à l'AfD, se rattachant à l'ultradroite radicale. Il y en a, mais ils ne sont pas majoritaires.

Peut-on comparer la situation actuelle à celle de la République de Weimar ?

Il y a une différence fondamentale. A l'époque, la République était associée à la défaite de 1918. La démocratie parlementaire, c'était le régime des vainqueurs, Français, Britanniques et Américains. Elle restait pour beaucoup, à commencer par les nationalistes du DNVP, un régime fondamentalement illégitime. Aujourd'hui, il y a au contraire un consensus très large sur la Loi fondamentale, une forme de « patriotisme constitutionnel », pour citer une notion forgée par le publiciste Dolf Sternberger (1907-1989) et reprise par le philosophe Jürgen Habermas.

Face à la montée de l'extrême droite, l'Allemagne se retrouve dans une impasse, s'inquiète cet historien. Le fossé culturel et politique créé par sa partition d'après-guerre a été sous-estimé, favorisant l'émergence de l'AfD

Les récentes manifestations d'extrême droite à Chemnitz (Saxe) ont marqué les esprits. Assisté-t-on à un fait nouveau, notamment à l'Est ?

Ce que l'on a vu à Chemnitz n'est pas particulièrement nouveau. Après la guerre, comme l'a noté Habermas en 1986, « la République fédérale s'est ouverte sans réserve à la culture politique de l'Ouest ». Or, par définition, c'est un phénomène que n'a pas connu la partie de l'Allemagne située derrière le rideau de fer, dont l'« ouverture » n'a commencé qu'après la révolution pacifique de 1989. Près de trente ans plus tard, on constate cependant qu'il reste dans ces « nouveaux Länder » des préventions contre cette « culture politique de l'Ouest », une plus grande difficulté au dialogue et au compromis, même si cela ne veut pas dire que l'Ouest soit immunisé contre le nationalisme et l'extrémisme.

L'AfD prospère particulièrement à l'Est à cause de ce terreau culturel. On s'aperçoit que l'on a sans doute sous-estimé le fossé créé après-guerre par la partition de l'Allemagne en matière de culture politique entre les deux parties du pays.

Un an après le discours d'Emmanuel Macron à la Sorbonne, on a du mal à percevoir ce que veut l'Allemagne pour l'Europe. Comment l'expliquez-vous ?

Dans un premier temps, on a dit que l'Allemagne ne pouvait pas « répondre » aux propositions de M. Macron parce qu'il venait d'y avoir des élections et qu'il fallait attendre la formation d'une coalition. Ce n'est qu'une partie de l'explication. En réalité, cela fait des années qu'il n'y a pas eu de grand débat au Bundestag, sur le rôle de l'Allemagne en Europe. La chancelière a renoncé à chaque tentative d'inscrire sa politique dans une perspective de long terme. Le Bundestag ne l'a pas forcée à pallier ce manque.

En 2013, le président Joachim Gauck disait : « L'Allemagne unie est forte sur le plan économique, elle jouit d'une grande estime sur la scène mondiale, où elle doit prendre ses responsabilités. » Après des décennies de retrait sur la scène diplomatique mondiale, l'Allemagne assume-t-elle ses « responsabilités » ?

Elle le devrait, et même davantage. C'est compliqué, car l'histoire de l'Allemagne est marquée par le militarisme et l'impérialisme d'un côté, et, de l'autre, par des décennies de quasi-absence de souveraineté militaire et diplomatique pendant la guerre froide. L'Allemagne a tendance à concevoir son rôle comme celui d'une puissance morale. On l'a vu au moment de la crise des réfugiés en septembre 2015, quand l'Allemagne s'est perçue comme la conscience morale de l'Europe.

Dans les années 1990, le principal défi de l'Allemagne était la réunification. Au dé-

but 2000, c'était la relance de son économie. Aujourd'hui, quel est son grand défi ?

Il est double. L'Allemagne doit d'abord préserver son modèle politique démocratique et libéral, face à la poussée de l'extrême droite populiste. C'est essentiel pour sa stabilité et celle de l'Europe. De ce point de vue, la responsabilité des partis démocratiques, à commencer par le SPD et la CDU-CSU, est énorme. Ils doivent renouer le dialogue qui s'est rompu avec une grande partie de leur électorat.

Ensuite, l'Allemagne doit se comporter comme un membre plus constructif qu'il ne l'est aujourd'hui au sein de l'Union européenne et de l'Alliance atlantique. Pour cela, elle ne doit pas suivre une « voie particulière » de son histoire, qui serait, après celle, ancienne, de l'Etat autoritaire, celle, désormais, d'une forme de morale supérieure. Elle doit au contraire admettre qu'elle agit au nom de ses intérêts, qu'il est légitime de les défendre, mais qu'il est aussi nécessaire de

les articuler avec les intérêts du reste de l'Europe et du monde occidental. L'Allemagne doit se comporter comme un Etat responsable, au sens de l'éthique de responsabilité telle que l'a définie le sociologue Max Weber par opposition à l'éthique de conviction. Etre responsable, c'est prendre en considération les conséquences de ses actes.

L'Allemagne a-t-elle manqué à cette « éthique de responsabilité », notamment lors de la crise des réfugiés ?

La décision qu'a prise la chancelière de ne pas fermer les frontières aux migrants bloqués en Hongrie était justifiée d'un point de vue humanitaire. Mais elle aurait dû se concerter avec l'UE et ses partenaires européens. De même, elle aurait dû expliquer, dès le départ, qu'il s'agissait d'une situation temporaire, d'une réponse à un état d'urgence. Faute de quoi, elle a créé une situation qui a contribué à la montée de l'AfD en Allemagne,

et, sur la scène européenne, à l'isolement du pays. Nous avons sous-estimé l'impact provoqué par l'arrivée d'un si grand nombre de migrants en si peu de temps.

En cela, l'Allemagne a sa part de responsabilité dans ce qui s'est passé politiquement en Europe depuis trois ans, que ce soit dans la victoire des ultraconservateurs du parti Droit et justice (PiS) aux élections polonaises de l'automne 2015, dans le « oui » au référendum sur le Brexit au Royaume-Uni en 2016, ou dans l'arrivée au pouvoir de la Ligue du Nord en Italie. Cela devrait nous inciter à une autocritique en profondeur, à nous interroger sur la part de la responsabilité allemande dans l'état très inquiétant de l'Europe aujourd'hui. Or, je ne vois pas beaucoup de responsables politiques, en Allemagne, qui semblent prêts à entreprendre ce travail d'introspection et à regarder la vérité en face. C'est très préoccupant. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
THOMAS WIEDER

«**Endgame!**» (« Fin de partie! », laque acrylique et encre de Chine sur contreplaqué, 2018), de Birgit Brenner.

GALERIE EIGEN + ART

Birgit Brenner

Née à Ulm (Bade-Wurtemberg) en 1964, Birgit Brenner partage sa vie entre les villes de Berlin et de Stuttgart, où elle enseigne depuis 2007 les arts visuels, la photographie, le dessin et les nouveaux médias.

Ses imposantes installations, conçues à partir de photographies, de carton, de bois et de textes, traitent des effets du déclin social, de la solitude et de la peur du vieillissement, que viennent illustrer des situations du quotidien. Son travail a fait l'objet de nombreuses expositions, tant en Allemagne qu'à l'étranger. La plus récente, en 2018, présentait la série « Deep Sleep », dont est extraite l'œuvre reproduite ci-

dessus. «*Endgame!*, explique l'artiste, fait référence aux jeux vidéo en ligne. Il correspond au niveau ultime. Avant de l'atteindre, il y a plein de morts et de tueries censées galvaniser le joueur et provoquer un maximum d'excitation. Cette œuvre parle de la violence et de la mort. Elle exprime le désespoir face à la fragilité des libertés publiques et individuelles, réduites à un simple jeu.»